

## Birmanie (Myanmar)

Chin Human Rights Organization (CHRO).



### Évènements en 2018

**La criminalisation de la distribution d'aide humanitaire par la législation nationale.**

L'application continue de la législation archaïque, qui consiste à punir ceux qui exercent les libertés fondamentales, et l'incapacité et la mauvaise volonté d'un gouvernement civil élu à utiliser la majorité parlementaire afin d'abroger ou de modifier ces lois, ne cesse de créer une barrière à la coexistence pacifique et le développement de la simple

union fédérale des états ethniques et des populations de Birmanie. L'utilisation arbitraire de ces législations rappelle l'oppression militaire et contredit les promesses de la Ligue nationale de la démocratie (NLD) sur la démocratie et des droits de l'homme et s'applique contrairement aux engagements préélectoraux de « *révoquer la législation qui nuit à la liberté et à la sécurité dont la population devrait avoir droit* ». <sup>1</sup>

Par exemple, la Loi sur les associations illicites (*Unlawful Association Act*) <sup>2</sup> informe des conditions pénitenciaires de plus de 3 ans, pour un membre, ou toute personne aidant ou contribuant à une « association illicite » et a été utilisée au cours des décennies de junte militaire afin de détenir en prison ceux liés aux groupes des rebelles.

Le Tatmadaw (l'armée birmane) a bloqué l'aide humanitaire destinée à près de 100 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (IDPs) depuis que le cessez-le-feu entre l'armée de l'indépendance de Kachin (KIA) et le Tatmadaw a été suspendu en 2011.

Malgré l'effort à combler les écarts importants de l'aide humanitaire en suivant les restrictions gouvernementales sur celle-ci, les organismes de la société civile de Kachin sont la cible de cette législation. <sup>3</sup>

En juin 2018, le Colonel Thura Myo Tin, ministre de la Sécurité d'état et des Affaires aux frontières du Kachin a averti les ouvriers d'aide de l'église de la Convention Baptiste Kachin (CBK), qui agit comme étant l'un des plus grands organismes d'aide aux populations déplacées, que des arrestations en vertu de cette loi auraient lieu en cas de déplacement dans les zones contrôlées du KIA. <sup>4</sup> Malgré le fait que toutes les zones frontalières soient localisées dans les zones contrôlées du KIA, le CBK a été obligé d'arrêter ses opérations humanitaires. <sup>5</sup> Plus tard en octobre, les autorités ont arrêté 15 membres de la CBK, qui revenaient d'une mission de distribution d'aide humanitaire, d'après l'article 17 de la *Loi de l'association illégale*. <sup>6</sup>

Le 27 août 2018, la Mission d'Établissement des faits de l'ONU (UN Fact-Finding Mission) a publié que les autorités birmanes ont souvent nié de façon arbitraire l'aide humanitaire apportée aux civils de l'État de Kachin. En mai, Yanghee Lee déclarait que l'entrave délibérée faite aux premiers secours et premières nécessités pourrait s'apparenter à des crimes de guerre conformément à la loi internationale. <sup>7</sup>

### **La criminalisation de la liberté d'expression et de la liberté de rassemblement conformément à la législation nationale.**

En décembre 2018, l'association d'aide aux prisonniers politiques a confirmé que l'on décomptait 327 individus opprimés pour leurs activités politiques en Birmanie, avec de nombreux activistes jugés et condamnés par les sections 19 et 20 de la *Peaceful Assembly and Peaceful Procession Law* (PAPPL) et l'article 500 du Code pénal. <sup>8</sup> Ces lois sont utilisées comme outils pour restreindre le droit à la liberté d'expression et en décembre seulement, 29 activistes ont été aux prises avec le PAPPL et l'article 3 du Code pénal. Configurées à la critique du silence de l'armée et de ses actions, les obligations du PAPPL sur le consentement à tenir une assemblée, et la criminalisation apportée par le Code pénal sur des déclarations censées effrayer ou alarmer le public, ou sur une partie du public, partout où un individu est susceptible de commettre un délit contre l'État ou contre l'ordre public <sup>9</sup> continuent d'être souvent utilisés à l'encontre de protestataires pacifiques soulevant des questions d'intérêt public. <sup>10</sup>

Encore une fois, plutôt que d'abroger ou de modifier cette politique, le projet d'amendement du PAPPL de 2018, qui imposera des restrictions plus fermes, a été adopté au Amyotha Hluttaw (Chambre haute du Parlement). Conformément aux amendements proposés, les organisateurs des assemblées pacifiques devront soumettre des informations sur leurs sources de financement pour chaque assemblée, le contenu de tous les slogans et pancartes qui seront utilisés pendant la manifestation, et soumettre une obligation de respecter des réglementations et des accords prédéfinis. Ces informations indiquent que les manifestants doivent s'entendre avec les autorités locales et la police, et si aucun accord n'est trouvé, il y aura des sanctions judiciaires.<sup>11</sup>

En octobre, trois activistes de Kachin, Nang Pu, Lum Zawng et Zau Jat, ont été arrêtés pour avoir organisé une manifestation pacifique, en violation de l'article 19 du PAPPL. Lors de la manifestation, ils ont appelé à l'aide humanitaire pour les populations déplacées piégées dans les tirs croisés entre le KIA et le Tatmadaw.<sup>12</sup> Ils ont aussi été sujets à des poursuites judiciaires par le Lt. Col. Myo Min Oo pour avoir diffamé l'armée, conformément à l'article 500 du Code pénal. Les trois activistes ont ensuite été condamnés à six mois de prison et chacun doit s'acquitter d'une amende de 500 000 MMK (320 \$).<sup>13</sup> Après leur détention, 3 autres activistes kachin, dénommés Brang Mai, Seng Hkum Awng, et Sut Seng Htoi, ont été jugés et condamnés par le PAPPL pour s'être opposés à la condamnation de leurs amis.

Comme réponse, les coalitions et réseaux nationaux, tels que le Congrès mondial de Kachin, le Réseau de soutien pour la paix de Karen et les organisations internationales comme Human Rights Watch et Burma Campaign UK ont demandé la libération des 3 protestataires de Kachin jugés par le PAPPL et ont fait appel au gouvernement civil d'exercer son pouvoir exécutif pour prendre en compte les arrestations arbitraires, exposées dans le Code pénal.<sup>14</sup>

Il est important de souligner que cela ne touche pas seulement les zones du pays où les conflits sont toujours en cours. En janvier 2018, 5 hommes karenni ont été condamnés à 20 jours d'emprisonnement pour avoir violé l'article 19 du PAPPL en refusant de s'acquitter d'une amende. Les cinq hommes, membres de l'Union de la jeunesse de l'État de Karenni (UKSY) et l'Union des agriculteurs de l'État de Karenni, protestaient contre le silence gouvernemental et parlementaire concernant les assassinats présumés de 3 membres du parti progressiste national de Karen (KNPP) et d'un civil deux jours plus tôt.<sup>15</sup> On présume que les meurtres se sont produits au cours d'un raid sur la base du groupe à Loikaw, dans l'État de Kayah, le 20 décembre 2017.<sup>16</sup>

En juillet, 16 jeunes activistes karenni ont été inquiétés par les sections 19 et 20 du PAPPL et la section 505 du Code pénal en rapport avec les manifestations contre la construction d'une statue à l'effigie du Général Aung Sang, ainsi que la distribution de pamphlets sur l'histoire de l'État de Karenni. Près de 1000 Karenni se sont joints à la manifestation contre le projet de statut le 3 juillet 2018. La marche a tourné à la violence lorsque la police a fait bloc pour empêcher les manifestants d'entrer dans le parc où la statue serait érigée.<sup>17</sup> Après avoir rencontré les manifestants, le ministre de l'État a accepté de reporter le projet et a ordonné aux représentants locaux de consulter leurs électeurs afin de comprendre s'il y avait un soutien pour la statue avant de prendre une décision définitive. Malgré ce répit apparent, 16 personnes impliquées dans l'organisation de la manifestation ont été informées plus tard qu'ils étaient poursuivis par l'administrateur de la commune de Loikaw par la présente législation.<sup>18</sup>

## « Des criminels dépourvus de terre » : les amendements de 2018 sur la terre en jachère et la terre vacante.

Les premiers mois de l'année 2018 ont vu les débuts du *National Land Use Council*, très anticipé, avec la mission de mettre en place des objectifs, des directives et des principes généraux de la *National Land Use Policy* (NLUP).<sup>19</sup> Cette réglementation, décrite par la communauté civile comme un document vivant achevé 2 ans auparavant, stipule la création du *National Land Use Council* afin de coordonner la version préliminaire de la Loi sur le territoire, qui cherchera à harmoniser la politique foncière déjà existante. Après sa réunion inaugurale en avril, le conseil a organisé le forum national de plusieurs actionnaires de l'usage foncier pour le mois d'octobre.<sup>20</sup>

Parmi les participants du forum, étaient présents: les ministres du *National Land Use Council*, les ministres en chef des Etats et des régions; des législateurs, des représentants ethniques, des universitaires; des groupes de la société civile; et des organisations internationales. La discussion a surtout porté sur le renforcement des droits fonciers, ce qui reflète le principe premier du NLUP: « *Reconnaître légalement et protéger les droits fonciers légitimes de la population, comme reconnus par la communauté locale, avec une attention particulière portée aux groupes vulnérables, comme les agriculteurs de petits terrains, les indigents, les nationalités ethniques et les femmes.* » Les exemples débattus étaient le droit de propriété en tant que personne ou détenteur d'un titre conjoint, de diviser la propriété en cas de divorce, et de reconnaître la tenure coutumière et la culture itinérante.<sup>21</sup>

La formation très anticipée et tant attendue ainsi que le panel de réunions du *National Land Use Council*, étaient, néanmoins ternis par le jeu incessant avec la politique existante, connue et entendue pour ne pas préserver les communautés locales, mais aussi violer les droits fonciers autochtones. Les amendements à la Loi sur la terre en jachère et la terre vierge (*Vacant Fallow and Virgin Land Law -VFV*), ainsi que la Loi sur l'acquisition de terre (*Land Acquisition Act - LAA*) ont déclenché des campagnes nouvelles, créées par les groupes des agriculteurs, les groupes pour les droits autochtones, les populations déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les Organismes ethniques armés. (*Ethnic Armed Organizations*)<sup>22</sup>

Les amendements à la loi VFV en 2018 stipulaient un délai de 6 mois pour les personnes qui sont éligibles pour inscrire des lopins de terre qu'ils peuvent considérer comme privés.<sup>23</sup> De cette façon, l'amendement continue de ne pas respecter les barrières connues dans l'inscription au registre foncier, les zones de terre vacante mal définies, stipulées par la législation dans le but de ranimer les tensions relatives aux perspectives foncières. La réglementation n'arrive pas également à considérer les centaines de milliers de personnes qui sont toujours déplacées à la fois par les conflits actuels et ceux qui subissent le cessez-le-feu à travers le pays.<sup>24</sup>

Conformément à cette réglementation, le gouvernement calcule que 50 millions d'hectares seront catégorisés terrains VFV, 75% d'entre eux étant situés dans les Etats ethniques de Birmanie. Il fera des communautés autochtones des profiteurs illégaux, parce qu'ils ne peuvent pas s'inscrire au registre foncier, et cela sera une intrusion illégale avec des amendes et une peine d'emprisonnement. La date limite du mois de mars a été perçue comme une « déclaration de guerre »<sup>25</sup> envers les communautés ethniques/autochtones de Birmanie.

En novembre, *Land in our hands* (LIOH) et l'Alliance birmane pour la transparence et la responsabilité (*Myanmar Alliance for Transparency and Accountability* - MATA) a lancé une campagne afin de créer et développer une loi foncière fédérale et abolir complètement le concept détestable de la terre VFV en réponse aux amendements.<sup>26</sup> En plus de l'impact direct sur les communautés ethniques, la réforme gouvernementale de la Loi foncière et son application s'instaure pour être en contradiction avec ses engagements en vertu de l'Accord national sur le cessez-le-feu (*Nationwide Ceasefire Agreement* NCA) et les arrangements bilatéraux de celui-ci que le NCA réaffirme, qui obligent le gouvernement à se mettre en relation avec les signataires EAO sur la gestion foncière.<sup>27</sup>

## Notes and références

1. See, National League for Democracy 2015 Election Manifesto (authorized translation) available at <http://bit.ly/2T88xVm>
2. *The Unlawful Associations Act*. [India Act XIV, 1908.] [11 December 1908]] at <http://bit.ly/2T8G95f>
3. For a comprehensive report on aid blockages by Tatmadaw, see Fortify Rights, *"They Block Everything": Avoidable Deprivations in Humanitarian Aid to Ethnic Civilians Displaced by War in Kachin State, Myanmar* at <http://bit.ly/2T2u69R>
4. Myanmar Times, *"Aid Workers Warned Against Helping Refugees in KIA Areas"* 18 June 2018 at <http://bit.ly/2T8A34T>
5. Radio Free Asia, *"Kachin Aid Group Halts Humanitarian Work After Threat by Myanmar Army"* 15 June 2018 available at: <http://bit.ly/2Tdqp7m>
6. The Irrawaddy, *"Tatmadaw Detains 15 Kachin Aid Workers Near Laiza"* 1 November 2018 available at <http://bit.ly/2Tbm6Dj>
7. UN News, *"Sharp Escalation of Fighting across Kachin State, Warns Rights Expert"* 1 May 2018 available at <http://bit.ly/2T8foOt>
8. See AAPP "Monthly Chronology and Remaining Political Prisoners List." December 2018, at <http://bit.ly/2TbnW7k>
9. Section 505(b)
10. See for background, Human Rights Watch, *"They Can Arrest You at Any Time": the Criminalization of Peaceful Expression in Burma* 29 June 2016 available at <http://bit.ly/2T2um8P>
11. See Progressive Voice, *"Time to Hear Our Voices: Freedom of Assembly and the Youth Peace Movement in Myanmar"* 12 July 2018
12. World Kachin Congress, *"Drop Criminal Charges Against Kachin Activists"* 22 October 2018. See <http://bit.ly/2N4yLCD>
13. Radio Free Asia, *"Kachins Protest Jailing of Peace Activists Convicted of Defaming Myanmar Military"* 11 December 2018, available at <http://bit.ly/2T8fGF3>
14. Radio Free Asia, *"Kachins Protest Jailing of Peace Activists Convicted of Defaming Myanmar Military"* 28 December 2018 available at <http://bit.ly/2Tdr4iM>
15. The Irrawaddy, *"5 Karenni Men Sentenced Under the Peaceful Assembly Law"* 15 January 2018, available at <http://bit.ly/2T8TKcL>
16. The Irrawaddy, *"KNPP claims member saw army Execute 4 of his colleagues before escaping"* 26 December 2017, available at <http://bit.ly/2T8Ahcf>
17. Mizzima, *"Protests Break Out in Loikaw Over Bogyoke Aung San Statue"* 4 July 2018 available at <http://bit.ly/2T9zub6>
18. The Irrawaddy, *"Karenni Youth Activists Sued Over Aung San Statue Protest"* 11 July 2018 available at <http://bit.ly/2TghThX>
19. The 6<sup>th</sup> and Final Draft of the National Land Use Policy was completed in January 2016, available at <http://bit.ly/2TghU5v>
20. Republic of the Union President's Office, *"Vice President U Henry Van Thio Addresses National Land Use Policy Forum"* 3 October 2018 available at <http://bit.ly/2TaF8K7>
21. See, Frontier Magazine, *"Bringing the Land Use Policy to Life"* November 2018 <http://bit.ly/2TbmJwF>
22. Statement on 2018 VFV law by IDPs from Kachin and Northern Shan state Date: 26 November 2018 available at <http://bit.ly/2TdaEac>; Karen News *"KNU Calls for Government to Tear Up its Vacant fallow and Virgin Land Management Law"* 12 December 2018 <http://bit.ly/2TaFUqv>
23. Article 22 (b) of the 2018 VFV Law states that land has to be registered within six months of the law being approved, and further states that people who do not comply with this law will be imprisoned for two years or fined 500,000 kyats or both. In doing so, it fails to recognize IDP and refugee claims to land from which 1.1 million people have fled, see the Law Amending the Vacant, Fallow and Virgin Lands Management Law (2018) (Pyidaungsu Hluttaw Law No. (24) The 2<sup>nd</sup> Waxing Day of Tawthalin, 1380 (Unofficial Translation) 11 September 2018 available at <http://bit.ly/2TaGc0z>
24. See Frontier Magazine, *"Why a Land Law Change is Sparking Fears of Mass Evictions"* 18 November 2018 available at <http://bit.ly/2TdrmpS>
25. See Transnational Institute, *"A Declaration of War on Us": The 2018 VFV Amendment and its Impact on Ethnic Nationalities"* 13 December 2018 available at <http://bit.ly/2TdrHsE>
26. Land in Our Hands Network, *"Statement on the Opening of the Vacant, Fallow and Virgin Land Management Central Committee for Applying VFV Land"* 6 November 2018 available at <http://bit.ly/2TdsAS0>

27. See Gilbert, J “Implementation of Burma’s Vacant, Fallow and Virgin Land Management Law: At Odds with the Nationwide Ceasefire Agreement and Peace Negotiations” Transnational Institute 10 December 2018, available at <http://bit.ly/2T7w3BP>

L’auteur et l’éditeur de cet article connaissent bien le différend actuel entre le Myanmar et la Birmanie; Cependant, le Myanmar est utilisé ici systématiquement pour éviter toute confusion.

Cet article a été produit par la **Chin Human Rights Organization** (CHRO). CHRO œuvre pour la protection et la promotion des droits de l’homme par le biais de la surveillance, de la recherche, de la documentation, de l’éducation et du plaidoyer en faveur des peuples chin et des autres communautés ethniques / autochtones du Myanmar. L’organisation est un membre fondateur du Réseau des peuples autochtones du Myanmar, composé de plus de 20 organisations non gouvernementales.

*Source : IWGIA The Indigenous World  
traduction pour le GITPA par **Constance Vaganay**, revu par **Jacques Ivanoff**  
membre du réseau des experts du GITPA pour l’Asie*